

Zeitschrift: Zivilschutz = Protection civile = Protezione civile
Herausgeber: Schweizerischer Zivilschutzverband
Band: 19 (1972)
Heft: 9

Werbung

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 16.01.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

monuments, des œuvres d'art, des manuscrits et d'autres objets de valeur ne seront pas détériorés ou anéantis par des faits de guerre. C'est pour cela que la législation fédérale prescrit que l'on doit disposer, tant pour les immeubles que pour les biens meubles, d'une documentation qui assure la possibilité de réparer ou de reconstituer les biens culturels endommagés ou détruits ou, en tout cas, d'en conserver l'image pour la postérité. Si cette documentation n'existe pas ou si elle est insuffisante, elle devra être établie ou complétée par les organes de la protection des biens culturels.

Formes des dispositions cantonales

Tenant compte de la structure fédéraliste de notre pays et du fait que, comme l'enseignement, les affaires culturelles appartiennent au premier chef au domaine cantonal, la loi fédérale pose à son article 4 un principe essentiel en affirmant:

«L'exécution de la présente loi incombe en principe aux cantons.»

La loi indique que c'est «en principe» que cette compétence appartient aux cantons, car il est évident que la Confédération conserve un certain nombre de compétences.

Outre celle d'édicter la législation de base ainsi que les ordonnances, directives ou règlements d'exécution qu'il est nécessaire de prévoir pour l'ensemble du pays, la Confédération a, en particulier, les compétences suivantes:

1. elle prépare et exécute les mesures de protection pour les biens culturels qui sont sa propriété ou qui lui sont confiés (loi art. 5/1);
2. elle peut prescrire obligatoirement des mesures pour la protection des biens culturels à la conservation desquels elle est intéressée en tant qu'Etat et pour l'exécution de la Convention de La Haye (loi art. 5/2);
3. elle soutient et encourage par l'octroi de subventions la réalisation des mesures qui incombent aux cantons (loi art. 5/3);
4. elle accorde l'autorisation d'employer l'écusson des biens culturels comme signe distinctif et elle présente les demandes d'inscription au Registre international des biens culturels sous protection spéciale (loi art. 19);
5. elle traite les questions qui mettent l'armée en relation avec la protection des biens culturels;
6. elle entretient les relations internationales qui concernent cette protection

ou qui découlent des dispositions de la Convention de La Haye.

Pour le surplus, en vertu de l'article 4 déjà cité, ce sont donc les cantons qui sont tenus de prendre les dispositions nécessaires pour faire exécuter, sur leur territoire, les prescriptions contenues dans la loi fédérale.

Celle-ci ne fixe pas la forme que les cantons doivent adopter pour édicter ces dispositions. Cette question dépend uniquement du droit public cantonal. Celui-ci détermine, dans la constitution cantonale ou éventuellement dans d'autres règles fondamentales, sous quelle forme on doit prévoir chez eux l'application des actes législatifs de la Confédération dont les effets ne s'étendent pas directement aux territoires et aux citoyens des cantons.

Dans ces conditions, la forme des dispositions d'exécution de la loi fédérale sur la protection des biens culturels peut être différente suivant les cantons.

Elle pourrait même se présenter — mais c'est là le minimum — dans une simple attribution de compétence. En ce sens, un gouvernement cantonal pourrait se borner, par exemple, à décider:

«Le service cantonal des monuments historiques est chargé de l'exécution de la loi fédérale sur la protection des biens culturels dans le canton de X.» Il pourrait aussi adopter la formule suivante:

«L'organe compétent pour exécuter dans le canton de X les mesures de protection des biens culturels prescrites par la loi fédérale du 6 octobre 1966 est l'Office cantonal des arts et des affaires culturelles du Département de l'instruction publique.»

Dans ces deux exemples, il s'agirait d'un système très sommaire, qui obligerait l'Office désigné à fonder son activité directement sur les dispositions de la législation fédérale.

En général, le droit public des cantons prévoit des formules plus complètes. Comme c'est le cas en particulier pour le canton de Vaud, il prescrit le plus souvent que l'exécution des lois fédérales doit faire l'objet d'un acte promulgué par l'autorité cantonale législative, c'est-à-dire d'un décret ou d'une loi cantonale d'application.

Cela offre plusieurs avantages. Tout d'abord, des dispositions édictées par l'autorité législative ont plus de poids à l'égard de ceux auxquels elles doivent s'imposer, qu'il s'agisse des autorités communales ou des particuliers. Ensuite, une législation de ce genre donne la possibilité de mieux délimiter

les compétences et les responsabilités des organes cantonaux, de définir de façon plus complète et plus précise les mesures à prendre et de mieux adapter les exigences de la protection des biens culturels aux conditions particulières et aux traditions de chaque canton.

La meilleure formule me paraît donc être celle de l'acte promulgué par l'autorité législative. Toutefois, suivant les principes admis par le droit cantonal, l'ensemble de ces dispositions d'application pourraient aussi avoir une autre forme, par exemple celle d'un arrêté, d'une ordonnance ou d'un règlement édicté par le gouvernement cantonal.

Voici les dispositions cantonales qui, à notre connaissance, existent déjà formellement.

Le 17 novembre 1966, le Conseil d'Etat du canton de Zurich a pris la *décision* de désigner la Direction des travaux publics (Baudirektion) comme organe compétent pour l'exécution de la loi fédérale du 6 octobre 1966.

En date du 23 décembre 1969, le Grand Conseil bernois a voté un *décret* qui place la protection des biens culturels dans les compétences du conservateur des monuments historiques (Denkmalspfleger). Les missions de ce dernier devront être définies par le pouvoir exécutif.

Pour l'exécution de la loi fédérale, le Grand Conseil du canton de Vaud a adopté le 14 décembre une *loi d'application* qui règle tous les éléments principaux de la protection des biens culturels dans ce canton.

La direction des travaux publics (Baudirektion) du canton de Schaffhouse a établi, le 25 février 1971, un *cahier des charges* pour la Commission cantonale de la protection des biens culturels. Ce cahier des charges indique notamment que cette Commission est, dans ce domaine, l'organe consultatif de la Direction des travaux publics et que, jusqu'à l'institution éventuelle d'un organe d'exécution indépendant, le bureau de ladite Commission (président, vice-président et secrétaire) joue le rôle de l'Office compétent prévu par l'art. 4 de la loi fédérale.

Le Conseil d'Etat du canton du Valais vient de soumettre au Grand Conseil un projet de «décret concernant l'application de la loi fédérale sur la protection des biens culturels en cas de conflit armé, du 6 octobre 1966».

Nous croyons savoir en outre que deux cantons — dont celui de St-Gall — envisagent d'élaborer des *lois d'application* sur la protection des biens culturels.

Vogt-Schild AG

Buchdruckerei und Verlag
4500 Solothurn 2
Telefon 065 2 64 61



Das Druckverfahren für mittlere und hohe Auflagen in allen Farben, zu erstaunlichen Preisen und Lieferfristen!

Rollenoffset

Verlangen Sie Druckmuster. Unsere Fachleute sagen Ihnen gerne mehr über die vielfältigen Möglichkeiten. Ein Anruf lohnt sich! Telefon 065 2 64 61.